

was responsible for the nightmarish "Pay for Slay" scheme, where people were rewarded for killing Jews.

This is a person who was elected for a 4-year term and has not allowed an election for almost twenty years.

This is also the person who has repeatedly called for the destruction of the State of Israel and the elimination of its Jewish citizens.

As a society of jurists, we seriously doubt the capacity of such an actor to negotiate in good faith for a lasting peace between a Palestinian state, and Israel. This is a dangerous fantasy available only to those who live far away and out of danger of jihad. It would lead to the elimination of the state of Israel and the extermination of its citizens.

We strongly call upon the Government of Canada to refrain from making such a catastrophic gesture and making the situation even more fraught and unmanageable than it is currently.

Me Frank Schlesinger and Me Jeffrey Boro

Co-Chairs of the Human Rights Committee, Lord Reading Law Society

Me Alyssa Yufe, President

**no member of the Society who is a sitting or supernumerary member of a court or administrative tribunal has participated in any manner in the preparation or adoption of this statement.*

La déclaration du premier ministre Carney sur la reconnaissance par le Canada d'un État palestinien compromet le droit international et met en danger Israël ainsi que les communautés juives à travers le monde

L'association de droit Lord Reading est la voix collective des juristes* juifs du Québec

Nous nous consacrons à la promotion des droits de la personne, de la dignité humaine et des libertés fondamentales.

Nous exprimons notre profonde inquiétude face à l'annonce récente du premier ministre Carney selon laquelle le Canada proposerait la reconnaissance d'un État palestinien devant les Nations Unies. Une telle reconnaissance, telle qu'envisagée, contournerait des principes essentiels de la formation d'un État en droit international, notamment ceux consacrés par la Convention de Montevideo. L'État envisagé ne dispose ni de territoire, ni de frontières définies, ni de véritable volonté d'intégrer la communauté des nations; il a comme objectif, déclaré à maintes reprises, la destruction complète d'Israël et l'expulsion ou l'élimination de ses citoyens. De surcroît, cette reconnaissance serait proclamée alors que le Hamas continue de détenir des civils israéliens en otage, dans des conditions inhumaines et barbares.

En adoptant une telle position, le Canada, à l'instar de certains autres États, enverrait un signal récompensant les attaques meurtrières et inhumaines perpétrées par le Hamas contre Israël le 7 octobre dernier.

Le professeur Irwin Cotler, ancien ministre de la Justice et procureur général du Canada, et son collègue Noah Lew du Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne, ont déclaré sans équivoque : « La libération des otages est un impératif humanitaire, moral et juridique autonome [...] Reconnaître l'État de Palestine alors que des otages demeurent en captivité à Gaza, un crime contre l'humanité en cours, reviendrait à reconnaître un État criminel – un État né en violation flagrante du droit international, y compris la Déclaration contre la détention arbitraire dans les relations d'État à État, que le Canada a lui-même lancée et signée il y a à peine quatre ans. » [Notre traduction]

M. Carney propose en outre que la direction du nouvel État palestinien soit confiée à l'Autorité palestinienne dirigée par Mahmoud Abbas, responsable du programme cauchemardesque « Pay for Slay », qui récompense les auteurs d'attentats meurtriers contre des Juifs. Élu pour un mandat de quatre ans, il n'a pas permis la tenue d'élections depuis près de vingt ans et a, à plusieurs reprises, appelé à la destruction de l'État d'Israël et à l'élimination de ses citoyens juifs.

En tant que société de juristes, nous doutons sérieusement de la capacité d'un tel acteur à négocier de bonne foi un accord de paix durable entre un futur État palestinien et Israël. Cette vision relève d'une dangereuse illusion entretenue par ceux qui vivent loin du conflit et à l'abri du terrorisme djihadiste. Une telle démarche mènerait inévitablement à l'élimination de l'État d'Israël et à l'extermination de ses citoyens.

Nous exhortons fermement le gouvernement du Canada à s'abstenir de poser un geste aussi catastrophique, qui ne ferait qu'aggraver une situation déjà extrêmement complexe et fragile.

Frank Schlesinger et Jeffrey Boro

Co-présidents du Comité des droits de la personne de l'Association de droit Lord Reading

Alyssa Yufe, Présidente

**aucun membre de l'Association qui est juge ou titulaire ou suppléant d'un tribunal ou d'un tribunal administratif n'a participé de quelque manière que ce soit à la préparation ou à l'adoption de cette déclaration*